

Par Jean-Louis Guigou Président de l'IPEMED

et Mariem Brahim Chargée d'études au sein de l'IPEMED

Sous la direction de Noureddine Hajj Président d'IPEMED Tunisie

Août 2017, Tunis









RÉSUMÉ

Filières prioritaires pour la coproduction en Tunisie

L'IPEMED et IPEMED Tunisie ont souhaité s'associer pour donner une vision prospective de l'avenir de l'industrie en Tunisie, en identifiant les secteurs porteurs pouvant s'inscrire dans le cadre d'une démarche de coproduction euro-méditerranéenne. La présente étude s'inscrit donc dans la continuité des travaux initiés par l'IPEMED et ses partenaires, dans le cadre de l'Observatoire de la coproduction et du programme dédié à l'industrialisation du Nord de l'Afrique.

Cette étude permet de dégager un ensemble de constats structurants qui pourront éclairer les industriels et investisseurs européens à la recherche de modèles d'affaires innovants pour les besoins de leur transformation industrielle, d'une part, et d'un meilleur positionnement sur les marchés émergents, notamment africain, d'autre part.

1. L'industrie tunisienne : un fort potentiel et des perspectives d'innovation

La Tunisie est, parmi les pays « émergents » du pourtour méditerranéen, celui qui connaît, depuis plusieurs années, une des plus fortes croissances en termes d'activité industrielle, même si elle a connu un ralentissement depuis la révolution de 2011 et peut-être même avant. Cette croissance s'explique par la présence de plusieurs atouts structurels, tels que :

- Sa situation géographique ;
- Ses dispositifs législatifs et réglementaires d'incitation et d'accompagnement pour les investissements industriels ;
- La qualité de son système d'éducation et de formation ;
- La qualification et la compétitivité de ses ressources humaines.

L'économie tunisienne est compétitive. Son expertise dans plusieurs secteurs est reconnue et son expérience d'accueil des IDE date de plusieurs décennies. Les 3 350 entreprises étrangères installées font désormais partie du paysage naturel de l'économie tunisienne.

En outre, la Tunisie bénéficie d'une base industrielle forte et propice au développement d'une coproduction avec une montée en gamme d'autant plus réalisable que chaque secteur clé abrite des entreprises performantes et innovantes. On peut donc imaginer un futur tissu industriel reposant sur quatre piliers :

- La croissance qui doit se traduire à terme par le doublement des exportations des secteurs traditionnels ;
- L'accroissement de la qualité des produits fabriqués, seul capable de les faire rivaliser avec ceux des nouveaux concurrents, notamment asiatiques, qui eux aussi bénéficient de coûts de production relativement bas :

- La diversification dans le but de développer les secteurs à forte valeur ajoutée (électronique, automobile, plastiques techniques, TIC...);
- La fertilisation avec l'apparition d'activités inédites, le fruit de croisements entre plusieurs secteurs industriels. Certaines branches peuvent ainsi donner naissance à d'autres activités très novatrices et favoriser ainsi l'industrialisation.

2. La coproduction au service de la consolidation des filières porteuses en Tunisie

Ce nouveau positionnement stratégique ci-dessus proposé doit tenir compte des forces et opportunités de chacune des filières industrielles tunisiennes.

C'est pourquoi la présente étude s'intéresse notamment aux secteurs à fort potentiel d'évolution technologique :

- Les industries mécaniques, électriques et électroniques (IMEE), secteur historique et dynamique, sous l'impulsion de la mécatronique, de l'automobile et de l'aéronautique, et des investissements réalisés dans des niches à haute valeur ajoutée ;
- <u>Le secteur du textile, habillement, cuir et chaussures</u>, tourné principalement vers l'export et qui pour ne plus se limiter à la sous-traitance à bas coût, devrait s'orienter vers l'innovation, l'excellence opérationnelle et intégrer davantage l'amont (R&D et conception) et l'aval (distribution) de la filière;
- <u>Les filières de l'industrie chimique</u> (chimie industrielle, plasturgie, pharmaceutique) ; la spécialisation et la R&D constituant les deux leviers principaux du développement de cette industrie « jeune », à fort potentiel de croissance ;
- <u>L'industrie agroalimentaire</u>, qui revêt une importance socio-économique capitale en Tunisie, mais dont les performances restent conditionnées par la mise en place de filières agricoles et agroalimentaires intégrées, territorialisées et durables ;
- <u>Le secteur du numérique</u>, priorité nationale à la fois pour ses impacts directs et indirects sur la production de biens et de services, et dont le développement pourrait permettre de faire de la Tunisie « le hub digital et leader du nearshoring dans le bassin méditerranéen » ;
- <u>La filière énergétique</u> ; la sécurisation de l'approvisionnement en énergie constituant une condition préalable pour l'industrialisation du pays. La relance de la production nationale tunisienne, le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, sont autant d'opportunités pour les investisseurs étrangers.

Or, l'analyse de ces différentes filières révèle un défi essentiel : celui de dépasser le modèle classique des entreprises exportatrices individuelles isolées et souvent familiales, au bénéfice de la constitution de filières et d'écosystèmes associant des entreprises tunisiennes et des entreprises du pourtour Nord et Sud de la Méditerranée, ainsi que l'Allemagne. Cette interdépendance industrielle Nord-Sud, parfois évidente dans certains secteurs et au regard de certaines expériences isolées, doit être encouragée pour faciliter une forte intégration des chaînes de valeur, la création d'emplois, la montée en gamme de l'industrie tunisienne en termes de qualité et d'innovation et enfin, permettre au pays de diversifier ses exportations et de se positionner comme une véritable plateforme entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

En particulier, avec les partenaires historiques de la Tunisie que sont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, les conditions sont favorables pour promouvoir un véritable modèle de coopération économique « gagnant – gagnant » fondé sur le partage de la valeur ajoutée, de technologies et de l'innovation. Ce potentiel de coproduction est d'autant plus élevé que la Tunisie met progressivement en place les instruments nécessaires à la modernisation de son tissu industriel et à sa mutation industrielle ; en témoigne le nouveau cadre institutionnel de l'investissement, entré en vigueur en 2017.